

**Arrêté portant dérogation au repos  
dominical des salariés.**

Le Maire de Saint Jean de Boiseau,

- VU** le Code du Travail et notamment les articles L.3132-26, L.3132-27 et R.3132-21,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-17 à L.2122-19, L.2131-1 et L.2131-2, et R.2122-7,
- VU** Vu le courrier adressé par la Présidente de Nantes Métropole aux organisations patronales et syndicales du Département le 22 octobre 2014,
- VU** Vu l'accord territorial sur l'ouverture des commerces le dimanche signé le 13 novembre 2014 par la CPPME, le MEDEF, l'UPA, la CFDT, la CFE-CGC, l'UNSA, les associations Plein Centre et Unacod,
- VU** Vu les courriers du maire de Saint-Jean-de-Boiseau du 26 novembre 2014 adressés aux organisations d'employeurs et de salariés intéressés en vue de recueillir leur avis, conformément à l'article R.3132-21 du Code du Travail, sur une ouverture des commerces les après-midi des dimanches 14 et 21 décembre 2014,
- VU** Vu les avis émis en réponse par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressés,

**CONSIDERANT** que les branches d'activité commerciale concernées n'ont pas épuisé, au titre de l'année 2014, le contingent annuel de cinq dimanches fixé par l'article L.3132-26 précité,

**CONSIDERANT** que la situation économique et les nouveaux modes de consommation justifient l'ouverture deux dimanches après-midi en décembre permettrait un impact positif sur leur chiffre d'affaires,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Tous les établissements situés sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Boiseau dont l'activité exclusive ou principale, relève des branches commerciales et activités suivantes :

- Commerce de détail spécialisé non alimentaire,
- Commerce de détail spécialisé alimentaire,
- Commerce de détail non spécialisé sans prédominance alimentaire.

sont autorisés à employer leurs salariés les dimanches 14 et 21 décembre 2014, de 14H00 à 19H00.

Les commerces de détail non spécialisés à prédominance alimentaire, notamment les commerces d'alimentation générale, les supérettes, les supermarchés et les hypermarchés, sont expressément exclus du bénéfice de l'autorisation du présent arrêté.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214401663-20141202-COM2014AR-A046-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2014

ARTICLE 2 : Chacun des salariés privés du repos dominical bénéficiera, en contrepartie des heures travaillées le dimanche, d'un repos compensateur d'une durée équivalente, sans préjudice du repos quotidien habituel.

Ce repos compensateur sera accordé par roulement dans les 15 jours qui suivent chaque dimanche travaillé et dans le respect de l'article L.3132-1 du Code du Travail.

Les salariés privés du repos dominical devront, pour chaque dimanche travaillé, percevoir une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée de travail équivalente. Cette majoration de salaire s'applique sous réserve que des dispositions conventionnelles ou contractuelles, ou qu'un usage voire une décision unilatérale de l'employeur ne soient pas plus favorables pour les salariés.

ARTICLE 3 : Dans les cas où des dispositions conventionnelles ou contractuelles applicables à l'établissement imposent le respect du volontariat des salariés au travail dominical, seuls les salariés volontaires pourront être employés sous couvert de la présente dérogation.

La présente dérogation n'emporte pas autorisation d'employer les dimanches susvisés les apprentis âgés de moins de dix-huit ans.

ARTICLE 4 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet au jour de sa publication, laquelle interviendra après la transmission au Service du Contrôle de Légalité de la Préfecture, conformément à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur Général des Services de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les lieux habituels et dont une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Loire Atlantique

Fait à Saint Jean de Boiseau le 2 décembre 2014

**Le Maire,  
Pascal PRAS**



**Date de publication:**

Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.